



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 19/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MANUFACTURE HARTMANN - EURO TF SAS

26 rue de Molsheim
67280 Urmatt

Références : 0006700690_2024_07_09_Euro TF_VIIC PFAS
Code AIOT : 0006700690

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement MANUFACTURE HARTMANN - EURO TF SAS implanté 14 RUE DES REMPARTS BP 66 68140 Munster. L'inspection a été annoncée le 01/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à la recherche de composés per et polyfluoroalkylés (PFAS) dans les rejets d'eau de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MANUFACTURE HARTMANN - EURO TF SAS
- 14 RUE DES REMPARTS BP 66 68140 Munster
- Code AIOT : 0006700690
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Euro TF est une société spécialisée dans l'ennoblissement textile.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 relative aux PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Qualifications pour réaliser	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	les campagnes d'analyse			
4	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection que l'exploitant a procédé aux démarches d'identification de la présence de composés perfluoroalkylés (PFAS) dans les produits utilisés au sein de son site ainsi que leur présence dans les rejets de l'établissement. Il a toutefois été identifié que l'exploitant devait refaire une campagne d'analyse afin qu'elle soit représentative du niveau de production du site. Des précisions sont également attendues sur l'accréditation de l'organisme qui a réalisé les prélèvements d'eaux usées.

Il apparaît que l'exploitant utilise des résines à base de PFAS pour son process d'ennoblissement textile qu'il retrouve dans ses rejets d'eaux usées traitées suite à la vidange des bains de traitement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
Constats :

<p>L'exploitant a mis en œuvre une démarche d'identification de substances per et poly-fluoroalkylées sur l'ensemble des produits utilisés sur site. La démarche a été réalisée sur une liste de 100 formulations susceptibles d'être mises en œuvre au sein de l'installation.</p> <p>Parmi ces formulations, l'exploitant a identifié trois produits contenant des PFAS. La liste a été communiquée à l'inspection ainsi que les PFAS issus de leur dégradation.</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection continuer la démarche d'investigation avec les fournisseurs afin de se faire confirmer que les autres produits utilisés sur site ne contiennent pas de fluor.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la bonne réalisation des trois campagnes d'analyses prescrites par l'Arrêté Ministériel du 20 juin 2023 sur le seul point de rejet aqueux de l'établissement. Ces analyses comportent les paramètres obligatoires (20 PFAS + AOF) requis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports d'analyses attestant de l'accréditation du laboratoire ayant réalisé les analyses.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas pu fournir de preuve de l'accréditation de l'organisme mandaté ayant effectué les prélèvements sur site pour les campagnes d'analyse. L'exploitant s'est engagé verbalement à fournir à l'inspection la preuve de l'accréditation de l'organisme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra fournir à l'inspection la preuve d'accréditation de l'organisme ayant effectué les prélèvements.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : [...] <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p> [...]
Constats : <p>L'exploitant a déclaré que les prélèvements des deuxième et troisième campagne avaient été réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale du site. Le volume d'effluents rejetés pendant 24 h est en effet caractéristique du fonctionnement de l'activité d'ennoblissement du textile à l'origine des effluents industriels.</p> <p>Toutefois, l'exploitant indique que la première campagne d'analyse réalisée en novembre 2023 n'a pas été réalisé dans des conditions représentatives de l'activité normale du site. Les prélèvements ayant été effectués en début de semaine, le volume d'effluents rejetés pendant 24 h (372 m3) est inférieur aux volumes moyens journaliers (environ 800 m3) caractéristiques d'une activité normale. L'exploitant s'est engagé verbalement à réaliser une nouvelle campagne d'analyse sur ses rejets aqueux dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra réaliser une nouvelle campagne d'analyse sur ses rejets aqueux répondant aux exigences susmentionnées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : [...] <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p>

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée. [...]
Constats : Les limites de quantification pour les trois premières campagnes d'analyses pour les AOF et PFAS sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : [...] III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. [...]
Constats : L'exploitant a transmis, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisés, les résultats des campagnes d'analyses à l'inspection via l'application GIDAF. Ces résultats témoignent de la présence de PFAS dans les rejets d'eaux usées de l'établissement. Leur présence trouve leur origine dans la vidange des baignoires de traitement contenant des résines PFAS.
Type de suites proposées : Sans suite